

Hollande veut sauver... son emploi

Le président Hollande vient d'annoncer des mesures pour lutter contre le chômage, qui inverseraient sa courbe.

L'exonération totale de cotisations sociales pour les PME est visée. Elle serait aujourd'hui concrétisée par une prime. L'objectif est la suppression de toute cotisation sur les salaires jusqu'à 1,3 Smic prenant le relai du CICE. Cette mesure va ainsi contribuer à créer un peu plus de déficit dans les comptes sociaux, menaçant le système de protection sociale. Le point de départ est toujours le même, ce sont les cotisations sociales citées comme « charges » qui empêcheraient l'embauche.

Pourtant, même le patrons le disent, s'ils souhaitent à grands cris un coût du travail abaissé, la simplification de la rupture du contrat de travail, et le plafonnement des indemnités prud'homales pour pouvoir licencier plus simplement, tout cela ne suffit pas pour embaucher...

Il y a la volonté d'augmenter les formations aux chômeur-ses, ou les contrats d'apprentissage, mais pour tenir l'objectif de 500 000 nouvelles formations, sur quoi porteront-elles, et donc, à quoi obligeront-elles ? Est-ce adapté aux plus de 3,5 millions de demandeurs/ses d'emploi sans aucune activité et près de 2,5 millions de longue durée ? Ne s'agit-il pas seulement de maquiller les statistiques ? De contrôler un peu plus les chômeur-ses ? Par ailleurs, ne serait-il pas temps d'obliger le patronat à donner aux salarié-es, notamment les moins qualifié-es, une formation continue de qualité ? Par ailleurs le nombre d'emplois supprimé à Pôle emploi, à l'AFPA sont à mettre en regard du contrôle sur les salarié-es en situation de chômage mis en place

Les annonces de ce jour préfigurent déjà les suites qui seront données au rapport Badinter. Hollande souhaite ainsi que les accords d'entreprises puissent moduler davantage le temps de travail au-delà même de l'annualisation. C'est donc de nouvelles attaques contre les 35 h et la réduction du temps de travail qui se préparent.

Pour l'Union syndicale Solidaires, on ne peut envisager d'inverser la courbe du chômage sans s'intéresser directement à la création d'emploi et au temps de travail.

Créer des emplois au service de la population pour renforcer le lien social, pour permettre la transition écologique, abaisser le temps de travail pour le partager entre tous et toutes, voilà ce qu'il faut changer.

